

considère le laps de temps très court qu'il a fallu pour en arriver là. L'an dernier, nous avons accru nos échanges commerciaux avec les six ou sept Etats de la région, pour les faire passer de 700 millions de dollars à plus d'un milliard, et les chiffres continuent à faire boule de neige.

Si on prenait les Etats-Unis du Sud-Est et qu'on en faisait un pays distinct, celui-ci serait le quatrième partenaire commercial du Canada dans le monde entier. C'est là une statistique des plus remarquables, qui ne peut qu'ajouter au sentiment de fierté et de satisfaction tout à fait légitime que vous procurent votre niveau et votre taux de croissance.

C'est à cause de tout cela, je le répète, que j'attendais avec impatience le moment de vous adresser la parole aujourd'hui, et je voudrais, dans le peu de temps dont je dispose, vous donner un aperçu global des relations canado-américaines. Avant de le faire, cependant, je voudrais profiter de l'occasion pour dire quelques mots sur un sujet qui intéresse à coup sûr tous les amis du Canada, un sujet qu'on appelle aujourd'hui la question de l'unité canadienne. Comme vous savez, le 15 novembre dernier, le Québec a élu un gouvernement dont l'objectif ultime est de séparer la province du reste du Canada. Pour être bien comprise, cette élection doit être envisagée dans une juste perspective. Tout d'abord, je serais de mauvaise foi si je n'admettais au départ que dans un pays bilingue comme le nôtre, dans un pays qui est une fédération de provinces comme le vôtre est une fédération d'Etats, il ne peut manquer de surgir des tensions et des problèmes régionaux, qui chez nous se doublent de ce qu'on appelle le fait français.

Depuis très longtemps, il y a toujours eu au Québec des eaux dormantes, un indépendantisme latent, un sentiment tous à fait justifiable que les aspirations et les objectifs des Canadiens d'expression française ne recevaient pas toute l'attention voulue. Cela dit, je pense toutefois qu'il est important pour nos amis américains de comprendre que ce n'est pas à cause d'une insatisfaction politique généralisée à l'égard de notre Confédération, mais plutôt pour des raisons essentiellement économiques que le Parti Québécois a été élu en novembre dernier. Je le dis parce que les Québécois votaient essentiellement pour un bon gouvernement - ou contre un mauvais gouvernement, devrais-je dire. D'ailleurs, les multiples études, analyses et sondages effectués depuis sont tous arrivés à la même conclusion évidente, à savoir que la grande majorité, non seulement des Québécois, soit dit en passant, mais de tous les Canadiens, est fortement en faveur de l'unité nationale et que seulement une proportion de 14 à 15 % des Québécois opteraient aujourd'hui d'emblée pour l'indépendance.